

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2014-2015

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 et 2013-2014 : a) les endroits et dates du départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; h) le détail de ces ententes; i) les résultats obtenus à ce jour; j) les investissements annoncés, le cas échéant.
2.	Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; b) le nom des firmes de publicité retenues; c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies; e) le but visé par chaque dépense; f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <u>Par le ministère ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <u>Par une firme externe :</u> d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; e) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie, des vidéos, etc.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
5.	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions 2014-2015;b) le but recherché par chaque dépense. <u>Organisés par une firme externe :</u> <ul style="list-style-type: none">c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions 2014-2015;d) le nom de la ou des firmes de publicité;e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);f) le nom des fournisseurs ou des consultants;g) le but visé par chaque dépense.
6.	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but visé par chaque dépense.
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du professionnel ou de la firme;b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;d) l'échéancier;e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;b) la grille d'évaluation des soumissionsc) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
9.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> , en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du professionnel ou de la firme;b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 1000 000\$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise, indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes publics sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années 2012-2013 et 2013-2014 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) le distributeur d'eau de source;e) le remboursement des frais de transport;f) le remboursement des frais d'hébergement;g) le remboursement des frais de repas;h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
14.	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseursh) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables.
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et plus</u>;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et moins</u>;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
16.	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : <ol style="list-style-type: none">le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et 2013-2014;le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;le nombre de départs à la retraite prévus 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : <ol style="list-style-type: none">l'emplacement de la location;la superficie totale pour chaque local loué;la superficie totale réellement occupée;la superficie inoccupée;le coût de location au mètre carré;le coût de ladite location;le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;la durée du bail;le propriétaire de l'espace loué;les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureau de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : <ol style="list-style-type: none">la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;le titre de la fonction;l'adresse du port d'attache;le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;la prime de départ versée, le cas échéant;le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;la description de tâches;le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;le nombre total d'employés au cabinet;la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ol style="list-style-type: none">le nom de l'organisme ou de la personne concerné;la circonscription électorale;le montant attribué;le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale;e) la date de l'assignation hors structure;f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le poste initial;b) le salaire;c) le poste actuel, s'il y a lieu;d) la date de mise en disponibilité;e) les prévisions pour 2014-2015.
23.	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.
24.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé et le nom de l'organisme;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale;e) l'assignation actuelle;f) la date de l'assignation hors structure;g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2013-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : <ul style="list-style-type: none">a) coût de chacun;b) le fournisseur;c) la nature du service;d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;e) la réservation de loges;f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du site Web;b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;c) les coûts de construction du site;d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);g) la fréquence moyenne de mise à jour;h) le responsable du contenu sur le site.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
27.	Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none">a) la liste;b) les mandats;c) les contrats octroyés pour chaque mandat;d) le résultat du travail effectué;e) les échéances prévues;f) les sommes impliquées.
28.	Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
29.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre total de refus (avec mention de la raison ou de l'article);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
30.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 : <ul style="list-style-type: none">a) le coût (déplacements, etc.);b) le nombre de ressources affectées;c) le nombre de rencontres;d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
31.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
32.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
33.	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.
34.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.
35.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
36.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
37.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
38.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
39.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? <ul style="list-style-type: none">- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;- fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
40.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ? <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne
41.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
42.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
43.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
44.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

45. Pour chaque cabinet ministériel et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-01

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - h) le détail de ces ententes;
 - i) les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2013-2014

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des Coûts Réels
Formation - Introduction to Fire Dynamics, offert à l'université de Carleton	Université de Carleton, Ottawa, Ontario	22 au 24 mai 2013 (à confirmer)	Autres dépenses: frais de la formation	320,00 \$
Rencontre de groupe de travail formé par le Comité de la protection incendie de Commission canadienne des codes pour étudier les exigences relatives à l'accessibilité universelle.	Toronto, Ontario	11 au 13 février 2014	Tous les frais sont assumés par le CNRC	N/A
National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection : session de formation et examen d'obtention de la qualification A (Authorized Inspector Course)	Columbus, Ohio, USA	7 au 20 juillet 2013	Autres dépenses: Indemnité quotidienne, obtention de monnaie étrangère, 2e bagage	2 480,89 \$
Participer à la réunion du comité technique sur la norme CSA Z662 «Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz.»	Victoria, Colombie-Britannique	19 au 22 novembre 2013	Autres dépenses: taxi à Victoria Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 620,51 \$
Participer à la réunion du sous-comité technique sur la section 12 - Réseaux de distribution de gaz, de la norme CSA Z662-11 «Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz».	Halifax, Nouvelle-Écosse	21 au 24 octobre 2013	Autres dépenses: Taxi à Halifax Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 289,38 \$
Participer à la réunion du Comité technique (CT) sur la norme CSA Z-276-11 «Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention»	Calgary, Alberta	8 au 10 avril 2013	Autres dépenses: Déplacements en taxi à Calgary, stationnement à Trudeau. Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 623,44 \$
Participation à la réunion du comité technique pour le code CSA-B139. La CS-B139 est une des normes de références du chapitre VIII du Code de construction et du chapitre VI du Code de sécurité.	Mississauga, Ontario	28 au 30 janvier 2014	Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	859,04 \$
Participation à la réunion du comité technique pour le code CSA-B139. La CSA-B139 est une des normes de références du chapitre VIII du Code de construction et du chapitre VI du Code de sécurité.	Mississauga, Ontario	8 au 10 octobre 2013	Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 002,00 \$
Participation en tant que membre votant à la réunion du comité technique pour le code CSA-B139.La CSA-B139 est une des normes de références du chapitre VIII du Code de construction et du chapitre VI du Code de sécurité.	Mississauga, Ontario	3 et 4 avril 2013	Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	813,21 \$
Réunion des comités techniques sur les normes CSA-B45 «Appareils sanitaires» et CSA B125 «Robinets»	Calgary, Alberta	18 au 21 juin 2013	Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 961,69 \$
Réunion du comité CSA B64 sur le dispositif antirefoulement	Mississauga, Ontario	d septembre yyyy		442,20 \$
Comité Western (Alberta, Saskatchewan, Manitoba) sur les dispositifs antirefoulement	Canmore, Alberta	23 au 25 mai 2013		1 508,82 \$
Participation à la réunion du Comité permanent des matières et activités dangereuses sous l'égide de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies.	Ottawa, Ontario	17 et 18 avril 2013		1 082,33 \$
General Meeting of Member and Chief Technical Seminar, National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors. (Délégué par Madiha Kotb)	Columbus, Ohio, USA	1 au 4 octobre 2013	Coûts payés par le NB	N/A
Rencontre annuelle de l'ACI, à titre de substitut de Mme Madiha Kotb, et de la CSA B51 / B52, à titre d'observateur	Toronto, Ontario	19 au 22 août 2013	Autres dépenses: indemnité quotidienne et bagage	1 339,84 \$
National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection : session de formation et examen d'obtention de la qualification A (Authorized Inspector Course)	Columbus, Ohio, USA	2 au 15 juin 2013	Autres dépenses: Indemnité quotidienne, obtention de monnaie étrangère, 2e bagage	1 933,51 \$
Réunions (3) au siège social de l'American Society of Mechanical Engineers (ASME), soit : Executive Director Evaluation and Staff Compensation review Committee (EDESC); Pension Plan Trustees (PPT) et Committee on Finance and Investment (COFI).	New York, USA	24 au 27 mars 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
Réunion de la Section métropolitaine de New-York.	New York, USA	19 au 21 mars 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontres diverse dont une d'éducation d'un équipement (véhicule) comme icône du génie mécanique.	London, Angleterre	12 au 19 mars 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
SWE Capitol Hill Day (Society of Women Engineers), assister à différentes conférences liées à cet évènement et visites du Congrès.	Washington, DC, USA	4 au 7 mars 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
E Weeknd (semaine du génie), assister à différentes conférences liées à cet évènement.	Washington, DC, USA	15 au 21 février 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
À titre de présidente de l'ASME	Naples, Floride, USA	6 au 10 janvier 2014	Coûts payés par l'ASME	N/A
À titre de présidente de l'ASME	Mumbai et Delhi, Inde	6 au 14 décembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Board meetings et autres réunions et activités afférentes	San Diego, Californie, USA	15 au 20 novembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Conférencière invitée au 3rd World Gender Summit	Washington, DC, USA	13 et 14 novembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
CVIDSET (évènement organisé par l'ANSTI - African Network of Scientific and Technological Institutions et l'UNESCO) et activités afférentes	Afrique du Sud et Botswana	2 au 8 novembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Entrevues au bureau de l'ASME et réception de L'Oréal USA Fellowships For Women in Science Tenth Anniversary	New York, USA	24 et 25 octobre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Conférencière invitée au Canadian Institute for Non-Destructive Evaluation (CINDE)	Calgary, Alberta	6 au 9 octobre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontre des membres de l'Industry Advisory Board	New York, USA	1 au 3 octobre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontre de réflexion (Retreat) et du bureau de Direction (BOG) ainsi que diverses activités liées au RIO Pipeline	Rio De Janeiro, Brésil	21 au 30 septembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2013-2014

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des Coûts Réels
Rencontre du WFEO - World Federation of Engineering Organisation - World Engineers Summit 2013 (Fédération mondiale des organisations des ingénieurs) et conférence sur le développement durable	Singapour	8 au 16 septembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Planification budgétaire	New York, USA	5 et 6 septembre 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontre(s) avec le prochain président, le directeur et les membres du Bureau de Direction de l'ASME	New York, USA	25 au 27 août 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Commemoration de site (équipement historiques), 16 au 18 août Arizona, Wave Pool at Big Surf Water Park landmark et 18 au 22 août Glasgow Titan Crane	Tempe, Arizona et Glasgow, Écosse	16 au 22 août 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Représentante de l'ASME auprès des partenaires lors de diverses activités et rencontres ainsi qu'une visite des bureaux de l'ASME.	Beijing et Shengdu, Chine	25 juillet au 4 août 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Pressure Vessels and Piping Conference 2013 (PVP)	Paris, France	12 au 21 juillet 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Réunion annuelle / Summer Annual Meeting	Indianapolis, Indiana, USA	21 au 27 juin 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Turbo Expo	San Antonio, Texas, USA	1 au 5 juin 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontre avec les candidats à la présidence 2014 de l'ASME	New York, USA	22 et 23 mai 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
82nd General Meeting du National Board	Miami, Floride	11 au 17 mai 2013	Coûts payés par le NB	N/A
Offshore Technology Conference	Houston, Texas, USA	5 au 9 mai 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
First Robotics Competition_Final	St-Louis, Missouri, USA	25 au 27 avril 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
National Academy of Engineering et American of Engineering Societies	Washington, DC, USA	20 au 25 avril 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Board of Governors et réunions connexes	New York, USA	17 au 20 avril 2013	Coûts payés par l'ASME	N/A
Rencontre tenue par le Conseil canadien des normes (CCN) afin d'examiner la mesure dans laquelle les normes et les exigences relatives aux essais et à la certification des secteurs de la plomberie, du chauffage et de l'électricité se doublonnent au Canada, et entre le Canada et les États-Unis.	Ottawa, Ontario	5 et 6 juin 2013	Remboursable par le Conseil canadien des normes	N/A
Sommet annuel de la sécurité de Electrical Safety Foundation Int'l - Canada	Mississauga, Ontario	27 au 28 octobre 2013		1 202,94 \$
Sommet annuel de la sécurité de Electrical Safety Foundation Int'l - Canada	Mississauga, Ontario			1 115,70 \$
Répondre aux commentaires reçus à la suite de la publication pour commentaires du public des propositions de modifications au CNB 2010 dans le but de permettre la construction combustible au-delà de 4 étages.	Toronto, Ontario	24 et 29 mars 2014	Frais déboursés par le CNRC	N/A
Élaboration d'une nouvelle norme sur les mesures de réduction du radon dans les immeubles résidentiels neufs et existants de faible hauteur.	Ottawa, Ontario	23 et 24 mars 2014		355,00 \$
Réunion comité permanent séparation coupe-feu du CNRC	Ottawa, Ontario	29 avril au 2 mai 2013	Les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement sont défrayés par le CNRC.	N/A
Représentante de la Régie au titre de membre du comité ACI/TC et B51	Halifax, Nouvelle-Écosse	14 au 18 avril 2013	Autres dépenses: Indemnité quotidienne et bagage	1 655,97 \$
Participer aux réunions des sous-comités et plus spécialement à la réunion du comité F24.80 Harmonization.	Fort Lauderdale, Floride, USA	12 au 15 février 2014	Autres dépenses: Stationnement, indemnité journalière, échanges devise US au pair	1 610,00 \$
Participer à la réunion du comité technique sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées CSA B355/B613TC	Toronto, Ontario	27 au 29 janvier 2014	Autres dépenses: taxes	735,19 \$
Réunion des comités techniques du code canadien de l'électricité, Partie 1 et autres réunions touchant la semaine de l'électricité de CSA	Toronto, Ontario	17 au 23 novembre 2013	Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 472,00 \$
Participer aux réunions annuelles de l'Association des chefs inspecteurs provinciaux en ascenseurs (APCEI), de l'Advisory Council on Elevating Devices de CSA (ACED), du comité CSA B44 (Code de sécurité des ascenseurs et monte-charge), du comité ASME A17.1.	St-John's NFLL, Canada	8 au 13 septembre 2013	Autres dépenses: Stationnement, hébergement excédentaire, indemnité journalière	1 606,39 \$
Participer à la réunion du comité technique sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées CSA B355/B613TC	Toronto, Ontario	9 et 10 juillet 2013	Autres dépenses: Frais divers (taxes) Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	406,00 \$
Réunion des comités techniques du code canadien de l'électricité Partie et Partie 2 Assemblée générale annuelle de CSA	Calgary, Alberta	16 au 21 juin 2013	Payé par le CSA	N/A
Rencontre du sous-comité technique de la norme CSA B108 n'ayant aucune incidence sur les relations intergouvernementales canadiennes	Cleveland, Ohio, USA	23 au 24 septembre 2013	Autres dépenses: taxis Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	1 128,97 \$
Rencontre des comités techniques CSA B-149.1, 2 et .3 et n'ayant aucune incidence sur les relations intergouvernementales canadiennes	Toronto, Ontario	4 au 8 novembre 2013	Autres dépenses: taxis, etc. Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	653,77 \$
Réunions de l'IGAC et des comités techniques CSA B149.1, .2 et .3 n'ayant aucune incidence sur les relations intergouvernementales canadiennes	Calgary, Alberta	9 au 14 juin 2013	Autres dépenses: taxis, etc. Remboursement de 50% des frais par le CSA selon entente	2 476,57 \$

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2013-2014

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des Coûts Réels
Technical Committee on Boilers & Pressure Vessels (CSA B51) Technical Committee on Mechanical Refrigeration Code (CSA B52)	Toronto, Ontario	20 au 22 août 2013	Autres dépenses: Taxis	870,09 \$
Réunions de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI) Réunions du Comité exécutif de la CCBPI	Winnipeg, Toronto, Ottawa ou Montréal	Année 2013-2014	Les coûts pour ces 2 comités sont défrayés entièrement par le Conseil national de recherches du Canada CNRC	N/A
Réunion du National Public Safety Advisory Comitee (NPSAC)	Edmonton, Alberta	3 novembre au 6 novembre 2013		1 345,60 \$
Réunion du Comité aviseur des provinces et territoires sur les politiques des codes	Halifax, Nouvelle-Écosse	29 octobre au 1 novembre 2013		1 404,03 \$
Réunion du Comité consultatif de CSA sur les politiques des codes (CCRC-CSA) et Assemblée annuelle CSA	Calgary, Alberta	18 au 20 juin 2013	Remboursement partiel des dépenses par CSA	1 581,80 \$
Réunion du Comité aviseur des provinces et territoires sur les politiques des codes et réunion conjointe le 31 pm avec le comité exécutif de la Commission des codes	Winnipeg, Manitoba	29 mai au 3 juin 2013		1 277,02 \$
Réunion du National Public Safety Advisory Comitee (NPSAC)	Halifax, Nouvelle-Écosse	26 au 28 mai 2013		1 314,96 \$
Formation sur : Introduction to Fire Dynamics	Université de Carleton, Ottawa, Ontario	21 au 24 mai 2013	Autres dépenses: Le prix du cours avec stationnement est de 630\$	1 373,00 \$
Visite chez Technical Standards and Safety Authority (TSSA), autorité déléguée gouvernementale de l'Ontario responsable de la réglementation sur les installations techniques pour assurer la sécurité du public.	Toronto, Ontario	17 et 18 mars 2014	Autres dépenses: Taxis	4 716,25 \$
National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection : session de formation et examen d'obtention de la qualification nucléaire (A)	Columbus, Ohio, USA	7 au 20 avril 2013	Autres dépenses: Indemnité quotidienne, obtention de monnaie étrangère, bagage	4 899,19 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-02

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

Déplacement du président-directeur général accompagné du vice-président Relations avec la clientèle et opérations, dans le cadre de la tournée régionale et de la visite du bureau de Rouyn.

Itinéraire : Québec-Rouyn-Québec

Date du départ/retour : le 22 octobre 2013

Vol du départ de 8h40 à 10h et vol du retour de 16h00 à 17h20

b) les coûts : 1 869 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche. Le détail concernant la sous-question f) se retrouve sur la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Coût total et ventilé pour les communiqués de presse :

Communiqués de presse 2013-2014		
DATE	SUJET	COÛT
30 novembre 2013	Création d'un fonds de garantie	13\$
24 décembre 2013	<ul style="list-style-type: none">• Plan de garantie, une réforme attendue• Contrôle de la température de l'eau chaude	25\$
24 février 24 mars 2014	Tournée provinciale séances d'information pour les propriétaires des résidences pour aînés et avec rappels	401\$
31 mai 2013	<ul style="list-style-type: none">• BBQ et les risques d'explosion• Unités murales de climatisation• Tours de refroidissement et rappel	39\$
20 juin 2013	Plan de garantie GMN: la RBQ rassure les bénéficiaires	13\$
28 juin 2013	<ul style="list-style-type: none">• Une ingénieure à la tête de l'ASME• Occupation d'un immeuble en construction : Votre nouvelle habitation est-elle sécuritaire et rappel	39\$
5 juillet 2013	Légionellose	13\$
31 juillet 2013	Publication d'un guide pour la construction d'habitations en bois de 5 ou 6 étages	26\$
	Total :	569\$

Annexe à la fiche RG-03 Campagnes de publicité et de sensibilisation 2013-2014 (contrats de moins de 25 000 \$)					
Campagnes de sensibilisation					
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Campagne Monoxyde de carbone dans les chalets	11 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Électronique: TéléMag Web: YouTube Affichage: SEPAQ et Pourvoires	Mai- Septembre	Sensibilisation sur le danger du monoxyde de carbone dans les chalets
Campagne Penser Sécurité (Association des stations de ski du Québec)	18 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Partenariat ASSQ Affichage: 50 stations de ski au Québec	Décembre - mars	Sécurité lors de l'utilisation des remontées mécaniques - station de ski
Total	29 500 \$				
Congrès, Colloques et Salons					
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Colloque Camping Québec	465 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque	2013-04-12	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités
Événement MCEE (Mécanex/Climatex/Expoelectriq/Éclairage)	6 480 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	2013-04-18	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la réglementation
Congrès COMBEQ	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	2013-04-25	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités
Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	2013-05-09	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès ACSIQ	16 900 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	2013-05-18	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès ACQ	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	2013-09-12	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la construction en bois 5-6 étages
Congrès APCHQ	7 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	2013-09-19	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la construction en bois 5-6 étages
Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM)	3 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	2013-09-26	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Congrès Association des techniciens en prévention incendie du Québec	9 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	2013-10-03	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	13 820 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	2013-10-10 et 2013-11-07	Sensibiliser les intervenants sur la construction en bois 5-6 étages et sur les ascenseurs.
Congrès CMEQ	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	2013-10-25	Informers les entrepreneurs et intervenants sur la réglementation en électricité
Congrès Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	2013-11-13	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Salon rénovation et maison neuve (Laval)	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	2014-01-22	Sensibiliser les citoyens et intervenants sur le rôle de la RBQ
Salon ExpoHabitation de Montréal	10 750 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	2014-02-06	Sensibiliser les citoyens et intervenants sur le rôle de la RBQ
Tournée d'information CBCS - résidences privées pour aînés (RPA)	11 770 \$	Interne RBQ (contrats négociés)	23 rencontres régionales	du 10 au 27 mars 2014	Informers les propriétaires de RPA de leurs nouvelles obligations en vertu du CBCS
Total	111 685 \$				
Campagnes de publicité					
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Efficacité énergétique	5 640 \$	Interne RBQ (contrats négociés)	Magazine Formes X2, répertoire Membres CEGQ	2013-04-01	Rappeler la mise en vigueur des nouvelles normes d'efficacité énergétique
Plan de garantie - mise au point situation de GMN	1 050 \$	CSPQ	Le Nouvelliste	2013-06-20	Informers les bénéficiaires de la nomination de RCGT comme administrateur provisoire de GMN
La construction en bois de 5 ou 6 étages	6 550 \$	Interne RBQ (contrats négociés)	Magazine Voir Vert, magazine Formes	octobre et novembre 2013	Faire la promotion du guide sur les constructions en bois de 5 ou 6 étages
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité	9 740 \$	Interne RBQ (contrats négociés)	Conlegal.com, magazine CondoLiaison, Infolettre du Regroupement des gestionnaires de copropriétés du Québec, Journal et bulletin électronique Le proprio, Journal Le propriétaire, CondoMarketing.ca	février, mars et avril 2014	Informers les propriétaires assujettis de l'entrée en vigueur de nouvelles obligations
Total	22 980 \$				

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépenses;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie, des vidéos, etc.

Par le ministère ou l'organisme :

Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 :

Conférence de presse à Trois-Rivières, le 20 juin 2013, au Musée québécois de la culture populaire pour la modification à l'administration de la Garantie des bâtiments résidentiels neufs de l'APCHQ (GMN).

Salle de location et pause café/jus : 365 \$ (contrat gré à gré)

Conférence de presse à Québec, le 5 juillet 2013 au parc technologique chez FPInnovation pour la publication du guide sur la construction d'habitations en bois, en présence de la ministre.

Salle et café/jus : gratuit

Sonorisation et audio : 555\$

Visuel para post pour la conférence : 221 \$

Conférence de presse à Trois-Rivières, le 28 février 2014, au Musée québécois de culture populaire sur la refonte majeure du plan de garantie pour protéger les acheteurs de maisons et de condos neufs, en présence de la ministre.

Location de la salle et pause café/jus ; repas pour dignitaires : 790 \$ (contrat gré à gré)

Par une firme externe :

Aucune dépense de ce type

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-05

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisés par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs ou des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense

Organisés par le ministère ou l'organisme

Il n'y a aucune dépense de ce type à déclarer pour 2013-2014.

Organisés par une firme externe

Montant : 2 500 \$

Mode d'octroi : contrat conclu de gré à gré

Nom du fournisseur : Robert Pelletier Communications

But visé par la dépense: Formation de porte-parole offerte à une employée de la DCOM.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-06

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
AFI Formation inc.	\$1 925,00	Formation MS Project 2003-2007 et manuels de formation	GRÉ À GRÉ
Alphinat inc.	\$1 440,00	Service d'hébergement d'un site Web afin d'informer les propriétaires-exploitants vis-à-vis l'adoption d'un chapitre Bâtiment au Code de sécurité - Serveur d'IBM	GRÉ À GRÉ / option de renouvellement
American Society of Mechanical Engineers (ASME)	\$9 000,00	Dépôt pour le renouvellement	GRÉ À GRÉ
Ateliers T.A.Q. inc.	\$14 401,14	Envois massifs d'information par courrier à la clientèle RBQ	GRÉ À GRÉ
Auberge Royal Versailles	\$1 320,85	Location d'une salle	GRÉ À GRÉ
Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette S.E.N.C.R.L.	\$16 000,00	Audit de certains éléments des postes financiers des États financiers des administrateurs de garantie autorisés par la RBQ	GRÉ À GRÉ
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	\$11 886,92	Inscriptions annuaires	GRÉ À GRÉ
Bouthillette Parizeau inc.	\$3 500,00	Services d'expert-conseil en génie	GRÉ À GRÉ
Boutiques Métiers d'art du Québec	\$1 180,00	Soulèvement de la reconnaissance (retraités et les employés ayant atteint 25 ans de services)	GRÉ À GRÉ
C.E.V. inc.	\$1 879,60	Acquisition d'enregistreurs portatifs	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Café-Bistro Van Houtte	\$3 888,63	Service de restauration et de traiteurs	GRÉ À GRÉ
CBCI Télécom	\$4 632,00	Acquisition de panneau tactile	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
CBCI Télécom Canada inc.	\$19 137,00	Acquisition de systèmes visio- conférence	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
CBCI Télécom Canada inc.	\$2 738,50	Remplacement d'un moniteur défectueux - Urgent	GRÉ À GRÉ
CCD Canada inc.	\$2 875,00	CCD Canada inc. - Accès Web de consultation sur les chantiers de construction	GRÉ À GRÉ
Centre Universitaire de Formation en Environnement	\$13 550,00	Session de formation sur la "Gestion des risques"	GRÉ À GRÉ
Château Bromont	\$7 610,41	Rencontre et formation du personnel pour les appareils sous pression	GRÉ À GRÉ
CIAO Technologies inc.	\$1 990,00	Formation sur l'accessibilité du Web, standard SGQR1 008	GRÉ À GRÉ
Cie J. Chevrier instruments inc., La	\$2 107,00	Sondes de thermomètre électroniques/matériel pour l'examen des patients et appareils de monitoring / Thermomètre électroniques/matériel pour l'examen des patients et appareils de monitoring	GRÉ À GRÉ
Club Voyages Inter	\$3 186,82	Billets d'avion	GRÉ À GRÉ
Collège canadien de police	\$3 305,80	TIAC - Frais de formation / Hébergement / Plan repas	GRÉ À GRÉ
Compaoré, Grégoire	\$3 950,00	Service de docimologie	GRÉ À GRÉ
Compro communications inc.	\$1 296,00	Service de messages sur attente téléphonique	GRÉ À GRÉ
Compro communications inc.	\$1 559,06	Service de messages sur attente téléphonique	GRÉ À GRÉ
Compugen inc.	\$13 902,00	Licences Antidote	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Conseil national de recherches Canada	\$13 156,50	Achat de Code de sécurité du Québec 2013 français et anglais version papier et téléchargeable	GRÉ À GRÉ
Corbin, Gilles	\$1 671,55	Formation et conseiller en gestion	GRÉ À GRÉ
Corbin, Gilles	\$18 500,00	Formation et conseiller en gestion	GRÉ À GRÉ
Corporate Express Canada, Inc.	\$23 646,33	Acquisition de chaises	GRÉ À GRÉ
Corporate Express Canada, Inc.	\$1 206,62	Acquisition de chaises	GRÉ À GRÉ
Corporation de l'école des hautes études commerciales de Montréal	\$1 232,50	Formation au HEC - Gérer en mode transversal	GRÉ À GRÉ
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	\$1 950,00	Abonnement au quotidien Le Courrier parlementaire	GRÉ À GRÉ
Cyr, Richard	\$4 060,00	Faire des travaux d'entretien et des mises à jour dans le Registre des mesures différentes et de son tableau de bord ainsi que d'en assurer le déploiement dans l'organisme	GRÉ À GRÉ
Diane Frappier et Associés Cabinet en Gestion inc.	\$13 266,17	Accompagnement lors de l'implantation du nouveau processus de gestion des plaintes et de la mise en place du bureau des plaintes / Frais de déplacement	GRÉ À GRÉ
Diedhiou, Serigne Ben Moustapha	\$4 150,00	Service de docimologie	GRÉ À GRÉ
Distribution S.P.Q.	\$1 546,00	Impression des cartes d'identité temporaires des inspecteurs et enquêteurs de la RBQ	GRÉ À GRÉ
École nationale de police du Québec	\$1 408,00	Chambre et repas	GRÉ À GRÉ
Éditions Yvon Blais inc., Les	\$1 525,00	Frais pour service en ligne	GRÉ À GRÉ
Electrical Safety Authority	\$9 875,00	Recherche et développement pour la mise en place d'un réseau d'information et de données des accidents au niveau Canadien	GRÉ À GRÉ
Ernst & Young S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	\$19 500,00	Validation externe de la fonction d'audit interne	GRÉ À GRÉ
ESSA [Enseignement supérieur en sécurité adaptée]	\$12 600,00	Formation en filature destinée aux enquêteurs	GRÉ À GRÉ
Euromart Corporation du Canada inc.	\$5 131,35	Acquisition de lecteur de cartes d'accès au locaux	GRÉ À GRÉ
Euromart Corporation du Canada inc.	\$2 004,24	Changement du lecteur de cartes d'accès	GRÉ À GRÉ
Expertise Neurosciences inc.	\$1 750,00	Expertise médicale	GRÉ À GRÉ
Fonds de Solidarité FTQ	\$1 359,38	Frais pour divers travaux	GRÉ À GRÉ
Fontaine, Andrée	\$6 160,00	Ressource externe pour assurer la surveillance des examens dans le bureau	GRÉ À GRÉ
Fournier, Jean-Pierre (médecin)	\$1 100,00	Expertise médicale	GRÉ À GRÉ
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	\$10 809,64	Gestion de projet, analyse d'affaires et pilote de systèmes	APPEL D'OFFRES PUBLIC
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	\$2 398,00	Service d'un formateur pour l'équipe de pilotage	GRÉ À GRÉ
Gagnon, Christine (Gestion virtuelle)	\$13 250,00	Formation "Techniques d'interrogatoire"	GRÉ À GRÉ
Garantie Abritat inc., La	\$4 602,00	Impression et frais postaux pour la perception rétroactive des taxes sur les cotisations au fonds de garantie.	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
Gesco-Norex inc.	\$6 080,00	Élaborer et livrer la formation aux inspecteurs concernant les façades et des notions sur la structure des balcons	GRÉ À GRÉ
Gestion Plexo inc.	\$1 838,55	Campagne de vaccination 2013 pour la grippe saisonnière pour trois entités publiques	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Gignac, Pierre	\$6 050,00	Services de docimologie	GRÉ À GRÉ
Grand & Toy limitée	\$19 003,18	Acquisition d'ameublement de bureau intégré	GRÉ À GRÉ
Grand & Toy limitée	\$11 671,00	Acquisition de mobilier pour une salle de conférence et le mobilier pour une salle de réunion	GRÉ À GRÉ
Groupe Ameublement Focus inc.	\$19 546,82	Mobilier spécifique pour deux salles d'audiences	GRÉ À GRÉ
Groupe Renaud et ass. inc.	\$15 295,25	Services professionnels de consultation et de référence PAE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION / option de renouvellement
Hôtel et suites le Dauphin	\$14 532,65	Rencontre d'employés et formation dans le cadre du plan d'action de la VPE	GRÉ À GRÉ
Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières	\$1 128,79	Location d'équipements réunion de direction	GRÉ À GRÉ
Hôtel Gouverneur Place Dupuis S.E.C.	\$2 256,26	Location d'une salle	GRÉ À GRÉ
Hôtel Montfort Nicolet inc.	\$3 929,12	Service d'hôtellerie	GRÉ À GRÉ
IBM Canada limitée	\$1 386,67	Frais annuels - IBM i2 iBase Designer et IBM i2 Analyst Notebook	GRÉ À GRÉ
IBM Canada limitée	\$3 328,00	Frais annuels IBM i2 Analyst Notebook et iBase Designer	GRÉ À GRÉ
Impact Recherche inc.	\$10 799,55	Validation de la satisfaction des futurs utilisateurs par des tests (site WEB)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Intelgest inc.	\$13 962,00	Achat et installation d'appareils de vidéo surveillance.	GRÉ À GRÉ
JLR	\$9 035,00	Traitement de fichiers et recherche immobilière	GRÉ À GRÉ
K3 Média	\$6 962,50	Conseils et un support technique suite à l'implantation de l'outil Google Analytic	GRÉ À GRÉ
Legault-Dubois inc.	\$4 113,50	Formation pratique basée sur le théorie transmise par le personnel de la RBQ aux inspecteurs des directions territoriales incluant les frais de déplacement	GRÉ À GRÉ
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	\$24 800,00	Vérification de documents permettant de valider les travaux déclarés par les entrepreneurs ainsi que les frais versés à la RBQ	GRÉ À GRÉ
Magasin Latulippe inc.	\$1 071,68	Casques de sécurité	GRÉ À GRÉ
Mallette, S.E.N.C.R.L.	\$24 100,00	Services professionnels pour la mise à jour des conclusions du rapport réalisé en 2006 sur la constitution d'une réserve de contingence compte tenu de l'évolution de la situation financière de la RBQ et de l'élargissement de sa mission	GRÉ À GRÉ
Marchesin, Bill	\$3 500,00	Conférencier	GRÉ À GRÉ
McCarthy Tétraut, S.E.N.C.R.L. , S.R.L.	\$1 400,00	Services professionnels rendus pour opinion sur les plans de garantie	GRÉ À GRÉ
Moderne l'Imprimeur	\$4 145,00	Service d'impression du rapport annuel de la RBQ	GRÉ À GRÉ
National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	\$2 500,00	Certification émise par Commission word cards_NBBPVI	GRÉ À GRÉ
Neuvaction	\$9 900,00	Services d'expert-conseil en relations de travail et frais de déplacement	GRÉ À GRÉ
Nouveliste, Le	\$1 046,00	Parution d'une annonce dans le journal Le Nouvelliste	GRÉ À GRÉ
Ogddast inc.	\$10 000,00	Service en docimologie	GRÉ À GRÉ
Ordre des Comptables Agréés du Québec (inactif)	\$1 649,00	Passeport Multi-CPA (Formation multiple)	GRÉ À GRÉ
Paquette, Suzanne	\$2 248,60	Cautionnement de licence	GRÉ À GRÉ
Paradoxx productions multimédia inc.	\$9 700,00	Production d'un interface multimédia	GRÉ À GRÉ
Patenaude-Trempe	\$5 113,89	Réviser et livrer la formation sur la section VI Code de sécurité chapitre VII bâtiment - facade de Bâtiment incluant les frais de déplacement	GRÉ À GRÉ
Piscines Soucy inc.	\$24 940,00	Services de docimologie en lien avec le nouveau règlement sur les piscines extérieures	GRÉ À GRÉ
Planiselect inc.	\$1 435,65	Procéder au câblage informatique et téléphonique suite à la construction du bureau fermé	GRÉ À GRÉ
Promotions de la Vallée, Les	\$3 562,50	Acquisition de 750 clés USB incluant l'impression du logo de l'organisation en raison de la participation de la RBQ au congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec - l'ACSIQ 2013	GRÉ À GRÉ
Promotions de la Vallée, Les	\$12 270,00	Acquisition de 3 000 clés USB en vue de faire la promotion à travers le Québec de l'adoption et l'application du CBCS	GRÉ À GRÉ
Prospection inc.	\$7 200,00	Réaliser un rapport mensuel sur les statistiques d'achalandage du site Web de la RBQ	GRÉ À GRÉ
R3D Conseil inc.	\$24 770,00	R3D - Mise à jour du dossier de positionnement stratégique pour entreprendre éventuellement le développement d'une prestation électronique de service	GRÉ À GRÉ
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	\$9 975,00	Révision du plan d'affaires - Regroupement des garanties des maisons neuves	GRÉ À GRÉ
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	\$19 743,86	Élaboration d'un plan d'affaires préliminaire - Regroupement des garanties des maisons neuves	GRÉ À GRÉ
Receveur général du Canada (Conseil National de Recherches)	\$25 000,00	Consortium de recherche sur les bâtiment à ossature de bois et hybrides de moyenne hauteur	GRÉ À GRÉ
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	\$5 500,00	Diffusion aux gestionnaires de la RBQ des sessions de formation en santé et sécurité au travail	GRÉ À GRÉ / option de renouvellement
Ricoh Canada inc.	\$10 467,03	Location d'un photocopieur	GRÉ À GRÉ
Rivard, Pierre (avocat)	\$7 750,00	Règlement d'un dossier à la Cour (Réclamation d'honoraires)	GRÉ À GRÉ
Rodimax inc.	\$13 500,00	Stationnement CGER	GRÉ À GRÉ
Securo Vision inc.	\$20 532,00	Achat Lunettes de sécurité avec lentilles ophtalmiques	GRÉ À GRÉ
Siemens Canada limitée	\$3 831,54	Installation de lecteur de carte d'accès pour la porte de nouveaux bureaux	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
SM5 Communication et Affaires publiques exigeantes	\$2 805,00	Assister la RBQ dans l'élaboration de ces contenus publics de communication	GRÉ À GRÉ
Société Conseil AGRM PI inc.	\$24 500,00	Les services professionnels d'une firme externe afin d'auditer le processus de qualification des entrepreneurs	GRÉ À GRÉ
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	\$1 092,00	Renouvellement de licence annuelle	GRÉ À GRÉ
Société en Commandite Hotel Place d'Youville (Marriott Courtyard Québec)	\$3 776,00	Souligement de la reconnaissance (retraités et les employés ayant atteint 25 ans de services)	GRÉ À GRÉ
Société immobilière Courbec inc.	\$9 390,95	Construction d'un bureau fermé	GRÉ À GRÉ
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	\$10 000,00	Traitement des décisions arbitrales rendues en vertu du Règlement sur le Plan de Garantie des bâtiments résidentiels neufs	GRÉ À GRÉ
Softchoice Corporation	\$3 646,60	Acquisition de 4 licences MS Project professional	GRÉ À GRÉ
Softchoice Corporation	\$1 183,44	Acquisition de 8 Licences Omnipage complete package du fournisseur Softchoice	GRÉ À GRÉ
Solotech Québec inc.	\$6 190,00	Supports muraux et moniteurs pour systèmes de visioconférence	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Solutions & Co. enr.	\$1 075,25	Conférence portant sur le service à la clientèle et le partenariat	GRÉ À GRÉ
Solutions & Co. enr.	\$1 224,05	Conférence	GRÉ À GRÉ
Solutions & Co. enr.	\$2 031,50	Atelier	GRÉ À GRÉ
Sono vidéo inc.	\$1 083,33	Procéder aux travaux de câblage informatique et de l'installation de la quincailleries relatif à la modernisation des salles de vidéoconférence	GRÉ À GRÉ
Studio de photo québécois inc.	\$4 310,00	Impression / Laminage / Cartes d'identité	GRÉ À GRÉ
Substances stratégies numériques inc.	\$15 415,00	Recherches stratégiques et meilleures pratiques pour le logiciel Radian - frais	GRÉ À GRÉ
Synergie Management inc. (Profil sécurité)	\$8 000,00	Rapports et support visuel / Frais de déplacement / Filature et surveillance / Informatique / Enquête et entrevue	GRÉ À GRÉ
Tavi	\$1 403,99	Ordinateur hors réseau	GRÉ À GRÉ
Technologie Vorepass inc.	\$4 750,00	Acquisition d'une licence du logiciel Lazychamp incluant un an de service et de mise à jour	GRÉ À GRÉ
Teknion Roy & Breton inc.	\$4 040,05	Acquisition des accessoires pour compléter l'aménagement	GRÉ À GRÉ
Traductions Langue d'Oc enr.	\$18 549,25	Service de traduction	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Traductions Langue d'Oc enr.	\$2 250,00	Service de traduction	GRÉ À GRÉ
Transports Lacombe inc., Les	\$6 435,48	Déménagement du mobilier	GRÉ À GRÉ
Transports Lacombe inc., Les	\$3 213,75	Service de transport et réaménagement des équipements de bureau	GRÉ À GRÉ
Turcotte, Alyne	\$5 000,00	Service de rédaction	GRÉ À GRÉ
Uniglobe Voyages Carolann inc.	\$15 840,31	Billets d'avion	GRÉ À GRÉ
Vézina, Gilles	\$20 359,30	Réalisation des fiches de formation pour l'utilisation de l'application GIC	GRÉ À GRÉ
Vidéotron ltée	\$3 289,04	Service de cablodistribution	GRÉ À GRÉ
Vidéotron ltée	\$5 474,68	Service de vidéotron	GRÉ À GRÉ
Yanick Vaillancourt ingénieur conseil	\$4 990,00	Services conseil divers en sécurité des travaux électriques	GRÉ À GRÉ

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-08

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant

- la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- la grille d'évaluation des soumissions
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

a) Liste des soumissions

Numéro de l'appel d'offres	Nom de l'adjudication	Montant de la soumission	Justification du choix du soumissionnaire retenu
367 100 001	KPMG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	321 000 \$	Services professionnels- Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)
367 100 002	FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.	887 480 \$	Services professionnels- Appel d'offres fondé sur le rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)
367 100 003	Agrm-PI	42 000 \$	Appel d'offres public fondé uniquement sur un prix (prix le plus bas)

Les informations b), d) et e) sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-09

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2013-2014.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-11

Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. Conséquemment, tant les infrastructures que les développements applicatifs sont hébergés et réalisés au CSPQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le CSPQ à tous les ministères et organismes qu'il dessert. En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au CSPQ figurent dans le tableau de la page suivante.

Nom du projet	Nature du projet	Dépenses 2013-2014	Pourcentage de réalisation	Statut	Utilisation des logiciels libres
Optimiser le système de localisation actuel (LOC)	Optimiser le système de données de références territoriales	71 902 \$	15%	En cours	Note 1
Migration postes de travail à Windows 8.1	Migrer les postes de travail de Windows XP vers Windows 8.1 et Office 2013.	403 200 \$	35%	En cours	Note 2
Migration du système de numérisation des documents (Ascent Capture)	Migration du système de numérisation des documents déposés dans le système mission de la RBQ	64 300 \$	15%	En cours	Note 1
Système d'information pour les enquêtes	Développement d'un système pour la gestion des poursuites et des enquêtes.	1 971 \$	10%	en suspens	Note 3
Système de gestion des revenus (REV)	Optimiser la gestion des comptes à recevoir et les échanges entre GIC et REV - Enrichir l'entrepôt des données financières	80 481 \$	10%	En cours	Note 3
Migration Oracle	Mettre à jour les applicatifs / serveurs Oracle dans le cadre de la migration Windows 8.1.	101 500 \$	10%	En cours	Note 2
Migration Siebel (GIC)	Mettre à jour le progiciel Siebel sur lequel est basé le principal système mission de la RBQ. La version actuellement utilisée ne supporterait pas le rehaussement des postes de travail vers Windows 8.	210 600 \$	10%	En cours	Note 2
Éliminer et corriger les doublons	Mettre en place des outils d'analyse et de contrôle de la création de doublons dans le système GIC (système de mission de la RBQ)	165 343 \$	70%	En cours	Note 1
Système d'information pour la gestion de projet	Implantation d'un système de gestion de projets qui permettra d'offrir aux usagers un emplacement pour saisir, classer et mettre à jour les données par projet.	2 600 \$	1%	En cours	N/A

Note 1 : Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ qui consiste à intégrer les informations et les processus dans un seul et même système. L'objectif étant de bénéficier d'une vision complète des services offerts à la clientèle. L'utilisation des logiciels libres dans le cadre de ces projets, ou de tout autres progiciels, ne servirait donc pas les objectifs de la RBQ vis-à-vis de la stratégie en place.

Note 2 : Il s'agit de projets autorisés par le Secrétariat du conseil du trésor dans le cadre du projet gouvernemental de migration des postes de travail vers Windows 8.1 et Office 2013. Tous ces projets sont des prérequis au passage vers le nouvel environnement de travail ciblé.

Note 3 : Ces projets sont présentement à l'état de l'étude préliminaire et feront l'objet d'un appel d'offres public relativement au choix du progiciel devant supporter les opérations. Conséquemment, les logiciels libres seront considérés et auront l'opportunité de faire partie de l'offre de service des prestataires, à condition de respecter les critères de sélection retenus.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes publics sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années 2012-2013 et 2013-2014 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction

Dépenses	1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014
a) la photocopie	9 382,58 \$
b) le mobilier de bureau	2 543,00 \$
c) l'ameublement	0 \$
d) le distributeur d'eau de source : aucun	0 \$
e) le remboursement des frais de transport	26 292,09 \$
f) le remboursement des frais d'hébergement	24 660,07 \$
g) le remboursement des frais de repas	13 455,97 \$
h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	4 093,96 \$
• au Québec	0 \$
• à l'extérieur du Québec : aucun déplacement à l'extérieur du Québec	

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-14

Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

Dépenses reliés à la téléphonie pour le bureau du président directeur général et les bureaux des vice-présidents de la RBQ.

	TOTAL
Coût pour 2013-2014	4 694 \$

Notes :

- Il n'y a pas de téléavertisseurs à la RBQ.
- Coût d'acquisition des appareils : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit, et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.
- Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les M/O.
- Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les prévisions pour 2014-2015 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année 2013-2014. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 2 avril 2014**, soit **456** employés réguliers pour 2013-2014, excluant le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique à l'exception des membres de la haute direction.

La catégorie d'emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens ainsi que les employés de soutien.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 2 avril 2014)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	26	5,7 %	20	4,4 %	46	10,1 %
TOTAL	26	5,7 %	20	4,4 %	46	10,1 %

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	6	1,3 %	9	2,0 %	15	3,3 %
35 ans et plus	42	9,2 %	43	9,4 %	85	18,6 %
TOTAL	48	10,5 %	52	11,4 %	100	21,9 %

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	14	3,1 %	39	8,6 %	53	11,6 %
35 ans et plus	142	31,1 %	115	25,2 %	257	56,4 %
TOTAL	156	34,2 %	154	33,8 %	310	68,0 %

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	20	4,4 %	48	10,5 %	68	14,9 %
35 ans et plus	210	46,1 %	178	39,0 %	388	85,1 %
TOTAL	230	50,4 %	226	49,6 %	456	100,0 %

**Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 2 avril 2014)**

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	3
TOTAL	0	0	0	3

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	4
35 ans et plus	1	0	0	5
TOTAL	1	0	0	9

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	1	1	0	6
35 ans et plus	6	4	0	69
TOTAL	7	5	0	75

Total								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2 %	1	0,2 %	0	0,0 %	10	2,2 %
35 ans et plus	7	1,5 %	4	0,9 %	0	0,0 %	77	16,9 %
TOTAL	8	1,8 %	5	1,1 %	0	0,0 %	87	19,1 %

Note : Deux (2) personnes sont identifiées dans plus d'un groupe cible. En fait, deux (2) personnes handicapées sont également membres de communautés culturelles.

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) e) et f) concernent le personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 7 mars 2014)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

CATÉGORIES	2013-2014
Personnel d'encadrement	100,5
Professionnels	872,5
Fonctionnaires	5 421,0
Total	6 394,0

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (données au 7 mars 2014)

CATÉGORIES	2013-2014 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Professionnels	1 615,95	1 962,11	3 578,06
Fonctionnaires	4 021,43	2 625,61	6 647,04
Total	5 637,38	4 587,72	10 225,1

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 7 mars 2014)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

CATÉGORIES	2013-2014
Personnel d'encadrement	847,5
Professionnels	1 876,5
Fonctionnaires	5 583,0
Total	8 307,0

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions administratives	2011-2012 (au 9 mars 2012)					2012-2013 (au 30 novembre 2012)					2013-2014 (au 2 avril 2014)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas-Saint-Laurent		1	9	2	12		2	7	1	10		2	6	1	9
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			10	1	11			7	2	9			7	1	8
03 Capitale-Nationale	11	32	47	13	103	10	35	47	11	103	17	42	45	14	118
04 Mauricie			8	2	10		1	7	2	10		1	8	2	11
05 Estrie	2	1	6		9	2	1	7		10	1	1	6		8
06 Montréal	10	39	27	29	105	13	51	59	35	158	19	52	62	49	182
07 Outaouais			6		6		1	6		7		1	6		7
08 Abitibi-Témiscamingue			2	1	3			3	1	4			3	1	4
13 Laval	4	1	39	5	49	4	1	44	5	54	4	1	46	3	54
16 Montérégie	3	1	37	6	47	3	2	42	5	52	5		44	6	55
Total	30	75	191	59	355	32	94	229	62	417	46	100	233	77	456

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITE)

Année	Catégories d'emploi	Total
2011-2012 (au 9 mars 2012)	Professionnel	18
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	Professionnel	17
2013-2014 (au 2 avril 2014)	Professionnel	21

l) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2011-2012 (au 9 mars 2012)	0	1	1	2
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	0	2	1	3
2013-2014 (au 2 avril 2014)	0	2	2	4

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) : (ETC TOTAUX AUTORISÉS)

Au 1^{er} avril 2010 : 438
 Au 1^{er} avril 2011 : 428
 Au 1^{er} avril 2012 : 490
 Au 1^{er} avril 2013 : 491
 Au 1^{er} avril 2014 : cette donnée est non disponible.

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES:

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche: RG-16

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite 2013-2014

Catégorie d'emplois	2013-2014 (données au 31 mars 2014)
Personnel d'encadrement	2
Professionnel	1
Fonctionnaire	6
Total	9

Source : SAGIP

Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

La Régie du bâtiment dénombre 9 départs à la retraite en 2013-2014. La Régie du bâtiment est autorisée, par le Conseil du trésor, à remplacer quatre employés sur dix partant à la retraite.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016

Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et pour 2015-2016 n'est pas disponible. Un exercice de gestion prévisionnelle de main-d'œuvre est présentement en cours.

Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de l'année **2013-2014**, la Régie du bâtiment a engagé par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel un retraité de la fonction publique, et ce, conformément à la *directive concernant les emplois occasionnels de la fonction publique*.

La Régie du bâtiment a octroyé un contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Les informations demandées sont fournies dans les tableaux annexés à la présente fiche.

Annexe (1) à la fiche RG-17 :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes

Objet	Propriétaire	Coût (par mois)	Surface	Durée du bail
Location - bureau 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 120 Gatineau	SQI	6 975 \$	359 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 3885, boul. Harvey, 4 ^{ème} étage, Saguenay	4423631 Canada inc *	5 122 \$	410 m ²	1995-06-01 2014-12-31
Location - bureau 1800, boul. le Corbusier, 1 ^{er} étage, Laval	9118-9308 Québec inc *	14 283 \$	1 164 m ²	2000-05-01 2017-04-30
Location - bureau 201, place Charles-Lemoyne, bureau 3.10 Longueuil	SQI	9 740 \$	932 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 545, boul. Crémazie Est Montréal	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *	120 623.66 (1 ^{er} avril 13) 126 371.75 (1 ^{er} janv. 14)	4021.77 m ² 4213.42 m ²	1993-05-01 2023-04-30
Location - bureau / entrepôt 800, place d'Youville, Québec	Édifice D'Youville inc * Entrepôt Boul. W-Hamel	65 280.42 \$ (1 ^{er} avril 13) 199.14	3050.54m ² 35 m ²	2004-11-01 2021-10-31
Location - bureau 337, rue Moreault, 1 ^{er} étage, Rimouski	SQI	4 649 \$	406 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 170, rue Principale, bureau 205 Rouyn-Noranda	Édifices Centre-ville Enr. *	3 589 \$	216 m ²	2004-01-30 2015-11-16
Location - bureau 280, avenue Arnaud Sept-îles	Société de l'assurance automobile du Québec *	127 \$	9 m ²	2008-03-01 2013-02-28
Location – bureau 200, rue Belvédère Nord, bureau 4.10 Sherbrooke	2423-5632 Québec inc *	8 104 \$	473 m ²	1989-07-15 2019-07-14
Location – bureau 100, rue Laviolette, bureau 115 Trois-Rivières	SQI	6 420 \$	563 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location – bureau 35 rue de Port-Royal Montréal	Rodimax *	19 366 \$ (1 ^{er} oct 12) 24159.48 (1 ^{er} mai 13)	1041.88 m ² 1285.13 m ²	2011-02-01 2016-01-31

* Aucun bail n'a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu'intermédiaire.

Annexe (2) à la fiche RG-17 :**Liste des travaux effectués par la SIQ pour les espaces occupés par la RBQ**

Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2013.

OBJET	NO D'ENTENTE	COÛT	Facture #
Aménagement - bureau 35 Port-Royal 3 ^e phase	238108	164 753,71 \$	187109
Aménagement - bureau 35 Port-Royal 4 ^e phase	255082	55 900 \$	Estimé
Aménagement - Laval	210036	154 210 \$	189230
Installation de prises réseaux Laval – Installation pellicule	2693501 - 269335	3 342 \$	190723
		503 \$	190733
Installation de prises réseaux - 35 Port-Royal	255446 - 254124	9 748,72 \$	188483
			188482
Remplacement de verre trempé/Thermos – 35 Port-Royal	243611	4 473 \$	188462
Différents travaux d'ajustement – 35 Port-Royal	257846	2 342 \$	189443
Honoraires concernant l'expansion et le réaménagement 545 Crémazie E. Montréal	235909	36 029,04 \$	190801

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme;

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Personnes visées :

Le nom de la personne: Richard St-Denis

Le poste occupé : affecté auprès du président-directeur général de la Régie des rentes du Québec

Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : selon le décret 1364-2011

L'assignation initiale : vice-président responsable Enquêtes à la RBQ

La date de l'assignation hors structure; le 13 février 2014

La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu) : selon le décret 1364-2011

Le nom de la personne : Alain Racine

Le poste occupé et le nom de l'organisme : directeur adjoint au directeur du Service de renseignements à la Commission des normes du travail

Le salaire de base et les bonis, le cas échéant; selon l'échelle de traitement et les avantages prévus pour les cadres

L'assignation initiale; cadre 6 à la Direction du soutien organisationnel à la RBQ

L'assignation actuelle; cadre 6 à la Commission des normes du travail

La date de l'assignation hors structure; le 16 septembre 2013

La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu) : le 30 septembre 2014

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche: RG-23

Pour chaque ministère ou organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne n'était dans cette situation en 2013-2014.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2013-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Période couverte : du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Détails	Coûts
Achat du quotidien La Presse (pas d'abonnement)	280 \$
Publications- domaines spécialisés en lien avec la réglementation	1 962 \$
La Référence - Éditions Yvon Blais	1 525 \$
SOQUII- Azimut et plumitifs	25 593 \$
Courrier parlementaire	1 950 \$
Revue de presse	16 707 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

1-Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca>

Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site : Alphinat, David Rancourt et Traduction Langue d'Oc.

Les coûts de construction du site : 10 020,53\$ en 2013-2014.

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

- Hébergement : 120\$ par mois ; entretien : aucun frais ; mise à jour : aucun frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.

Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.

2-Registre des détenteurs de licence <http://www.rpe.rbq.gouv.qc.ca>

Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site : CSPQ

Année de construction : 2008

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ.

3- Site Web de la Régie du bâtiment du Québec www.rbq.gouv.qc.ca

Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site : la conception a été effectuée en 2011. Donc aucune firme pour la conception en 2013-2014.

Les coûts de construction du site : aucun coût de construction en 2013-2014.

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

- Hébergement : 8 000\$; entretien : 30 000\$; mise à jour : 18 338\$.

Aucune modernisation ou refonte en 2013-2014.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-27

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

Cette fiche couvre les contrats octroyés de moins que 25 000 \$ seulement (*)

1. Contrat de vérification pour la déclaration de travaux en plomberie.

Nom de la firme: Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.

Mandat: Vérification des entrepreneurs en plomberie.

Coût : 24 800 \$

Échéancier: 17 mars 2014 au 30 septembre 2014.

2. Contrat d'audit des montants destinés au fonds de garantie.

Nom de la firme: Behna, Cormier, Gougeon, Ouellette, S.E.N.C.R.L.

Mandat: Vérification des sommes perçues par les administrateurs de garantie.

Coût : 16 000 \$

Périodes couvertes: 1^{er} août 2012 au 31 décembre 2013 et 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014.

3. Contrat d'audit sur la sécurité des processus de qualification des entrepreneurs.

Nom de la firme: Société Conseil AGRM-PI Inc.

Mandat: Audit des processus de qualification des entrepreneurs.

Coût : 24 500 \$

Échéancier: 1^{er} janvier 2014 au 1^{er} mai 2014.

(*) Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-28

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-29

Pour chaque ministère ou organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion de 2013-2014 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-30

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-31

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-32

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-33

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2013-2014 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

de fiche : RG-34

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-35

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 :

Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Nombre d'employés visés	0	2	0	6	8
Montant total accordé	0,00 \$	3 070,18 \$	0,00 \$	12 253,15 \$	15 323,33 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée pour l'année financière 2013-2014.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-38

Pour chaque ministère ou organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes d'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-39

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Depuis le 23 avril 2014, aucun cadre ou dirigeant n'a reçu de salaire sans qu'une fonction lui soit assignée.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-40

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et de la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-41

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs en 2013-2014 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Annexe à la fiche RG-41

Liste des comités formés par la RBQ en 2013-2014

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité des partenaires - projet de recherche sur la détérioration des bétons en présence de sulfures de fer	Rencontre annuelle concernant l'avancement des travaux du projet de recherche sur la détérioration des bétons en présence de sulfures de fer	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), Inspec-Sol, Laboratoires Shermont, LVM inc., Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ), APCHQ, Association canadienne du ciment, Association Béton Québec, APCHQ (Plan de garantie), Garantie Qualité Habitation, Société d'habitation du Québec, Ville de Québec, Ville de Montréal, Groupe Qualitas inc., ministère des Transports du Québec et ministère des Transports de l'Ontario
Comité consultatif du Code de construction du Québec, chapitre I, Bâtiment	Recommander à la RBQ les modifications à apporter au Code de construction, chapitre I, Bâtiment dans le cadre de la mise à jour de la réglementation	ministère de la Sécurité publique (MSP), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ), la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Association des architectes en pratique privée (AAPPQ), Association des constructeurs du Québec (ACQ), Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ), Ordre des architectes du Québec (OAQ), Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); les villes de Montréal et de Québec, Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), Association des conseillers en normes du bâtiment et en sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ), Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement (COMBEQ), Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC) et Regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux (BOMA)
Sous-comité consultatif du CBCS	Recommander à la RBQ les modifications à apporter au Code de sécurité, chapitre I, Bâtiment dans le cadre de la mise à jour de la réglementation	ministère de la Sécurité publique, Association des consultants en normes du Québec, Association des chefs en sécurité incendie du Québec, Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Québec, Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ), Service de sécurité incendie de Montréal - Ville de Montréal, Service de sécurité incendie Drummondville, Society of Fire Protection Engineers Conseil Saint-Laurent, Association Canadienne Alarme incendie / Section locale du Québec, Corporation des propriétaires immobiliers du Québec Groupe de travail - révision du CBCS (2009-2012)
Groupe de travail sur la construction combustible	Proposer des allègements au Code afin de permettre la construction combustible au-delà de 4 étages	ministère de la Sécurité publique (MSP), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ), la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), Association des architectes en pratique privée (AAPPQ), Association des constructeurs du Québec (ACQ), Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ), Ordre des architectes du Québec (OAQ), Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); les villes de Laval et de Longueuil, Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), Association des conseillers en normes du bâtiment et en sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ) et la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement (COMBEQ)
Comité technique sur la partie 11 du Code de construction, chapitre 1, Bâtiment	Identifier les problématiques et préoccupations liées à l'interprétation et l'application de la réglementation Offrir un soutien pour la mise en œuvre	APCHQ, ACQ, Abrisat, Qualité Habitation, Bureau de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique (BEIE), des représentants de l'industrie du bois massif et RBQ Organisation par la RBQ
Groupe de travail interministériel sur la prévention des risques de la légionellose dans les tours de refroidissement Coordination par la RBQ	Proposer des exigences réglementaires sur l'entretien des tours de refroidissement pour minimiser les risques associés à la légionellose	RBQ (organisateur), MSSS, SIQ, MDDEFP et CSST
Comité directeur RBQ/OPHQ	Amélioration des mesures d'accessibilité dans les édifices publics	RBQ, OPHQ (Office des personnes handicapées du Québec) et autres organismes oeuvrant dans ce domaine
Comité de travail RBQ-SIM	Harmoniser les exigences en matière d'accès aux dispositifs pour le fonctionnement de secours et rappel de secours des ascenseurs sur le territoire	Représentants de la RBQ, SIM, et de l'association des entrepreneurs en ascenseurs (CECA)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
	de la Ville de Montréal	
Comité consultatif provincial en gaz (CCPG)	Présenter les recommandations du groupe de travail touchant le Code de construction chapitre II Gaz et le Code de sécurité chapitre III Gaz.	RBQ, Ministère de la Sécurité publique, industrie du propane au Québec CSA, Intertek, Gaz Métro, ACSIQ, ATPIQ, OIQ et groupes d'intérêts
Rencontre de travail sur la sécurité dans les installations de propane pour améliorer la sécurité dans les pourvoies, parcs et autres établissements de plein air	Établir un plan d'action sur diverses activités de d'inspection face à la sécurité dans les installations de propane vers la population ciblée.	SEPAQ, FQGZ, FQP et RBQ
Rencontre de travail sur la mise à jour et la révision des examens en plomberie.	Avoir une banque de questions à jour pour les examens de plomberie de la CCQ	CCQ, RBQ, Groupe cible d'entrepreneurs en plomberie
Comité d'encadrement des vérificateurs de dispositifs antirefoulement.	Mise en place de paramètres pour l'encadrement des vérificateurs de DAR	Réseau Environnement, CMMTQ, RBQ
Comité d'évaluation des performances des toilettes de 3 Litres par chasse	Mise en place d'un banc d'essai pour les toilettes de 3 L/chasse	MAMROT, CMMTQ ASPE, École des métiers de la construction de Montréal, RBQ
Comité d'harmonisation sur le plomb dans l'eau potable	Harmonisation de la réglementation sur le plomb dans l'eau potable	MAMROT, MDDEFP, RBQ
Réunion à la table de concertation avec le MSP pour la sécurité du propane	Participation à la table de concertation en vue de l'élaboration du projet de règlement du MSP sur la sécurité du propane.	Intervenants de l'industrie, des premiers intervenants, représentants fédéraux et organismes de formation.
NQ 3650-900	Élaborer les exigences relatives à l'installation des chaudières et appareils sous pression	Bureau de normalisation du Québec Représentants de l'industrie et intervenants du secteur (assureurs, concepteurs, installateurs, réparateurs, utilisateurs, opérateurs, CMMTQ, OIQ, ..)
Comité conjoint pour la qualification personnelle - Emploi-Québec	Élaboration du règlement sur les mécaniciens de machines fixes	Organismes gouvernementaux, représentants de l'industrie et de certains organismes d'enseignement
Comité de travail RBQ-CMMTQ dans le cadre de la révision du règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs et constructeurs-propriétaires	Modifier les libellés des sous-catégories de licence chauffage, ventilation, climatisation, refroidissement touchées par l'entente CMMT-CETAF Participer aux discussions visant la modification de la Loi sur les maîtres mécaniciens Modifier et créer des sous-catégories de licence dites de «tuyauterie».	CMMTQ
Comités de travail	Valider les profils de compétences des	Groupe cible d'entrepreneurs spécialisés

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
dans le cadre de la révision du règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs et constructeurs-propriétaires	11 nouvelles sous-catégories de licence	
Groupe de travail sur l'amélioration de la prévention des risques d'incendie dans les résidences pour aînés	Proposer des modifications au Code de construction, chapitre bâtiment, afin d'exiger l'installation de gicleurs dans les nouvelles résidences privées pour aînés (RPA)	Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ); Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); Ordre des architectes du Québec (OAQ); Association des consultants en norme du Québec (ACNBSIQ); Société québécoise des infrastructures (SQI); Société d'habitation du Québec (SHQ) Association provinciale des constructeurs en habitation du Québec (APCHQ); Association de la construction du Québec (ACQ); Association oeuvrant dans la conception de systèmes de gicleurs; Spécialiste en sécurité incendie.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-42

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

LE TAUX D'ABSENTÉISME – MALADIE

Le taux d'absentéisme fait référence à l'utilisation du code d'absence en maladie 120 et aux codes d'absence en assurance salaire 246 et 248.

Catégorie d'emplois	2013-2014 (9 premiers mois)
Personnel d'encadrement	0,98 %
Professionnel	3,60 %
Technicien	5,88 %
Personnel de bureau	6,57 %
Ouvrier	n/a
Taux absentéisme	5,16 %

En date d'aujourd'hui, il n'est pas possible de calculer le taux d'absentéisme sur une période de 12 mois.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG-45

Pour chaque ministère ou organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus, en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Pour l'année 2014-2015, aucune entente n'a été conclue entre la Régie et une ou des Conférences régionales des élus.